

## LA FRANCE DE SARKOZY VA RÉINTÉGRER L'OTAN

S'assurera-t-elle pour autant le partage  
de la gouvernance du monde ?

**La réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) n'a jamais fait mystère depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy aux affaires. Il l'avait d'ailleurs clairement signifié lors de son premier discours sur la politique étrangère, donc avant même qu'Obama ne soit porté à la présidence des Etats-Unis. Le nouveau président des Etats-Unis donne simplement une opportunité au président français de répondre à tous ceux, et ils sont nombreux, qui ne veulent pas de ce retour, de dire que le monde a changé et que la France n'y perdra pas son indépendance. Aura-t-il, comme il le clame, les coudées franches ? Rien n'est moins sûr et des voix s'élèvent contre «une décision grave» et un «bradage de souveraineté».**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

«L'alliance avec les Etats-Unis et l'Alliance (Atlantique) ne mettent pas en cause l'indépendance de mon pays» et plus loin «la France veut rénover sa relation avec l'Otan... Voilà ce que j'expliquerai aux Français, le moment venu et ce moment approche.» Ce sont là les déclarations prononcées par le chef de l'Etat français samedi dernier à la 45<sup>e</sup> conférence internationale sur la sécurité, qui s'est déroulée à Munich.

Dans quelques semaines

(avril prochain) au sommet de l'Otan qui doit se tenir à Strasbourg et qui fêtera son soixantième anniversaire, Nicolas Sarkozy confirmera, très probablement dit-on, la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Otan que la France a quitté en 1966. Certaines informations évoquent même un accord qui aurait été obtenu par Sarkozy de la part des Américains et des Européens et qui consisterait en l'octroi à l'Hexagone de deux postes importants dans le commandement : celui de Norfolk, où se dessinent la politique et la

stratégie de l'Otan, et celui de Lisbonne, quartier général de la Force de réaction rapide. Mais d'abord, et pour rappel, qu'est-ce que l'Otan et pourquoi le général de Gaulle a quitté cet organisme en 1966 ?

L'Otan, organisme politico-militaire, a été créée en avril 1949, soit après la Seconde Guerre mondiale pour, essentiellement, garantir la sécurité de l'Europe face à l'Union soviétique. A sa création par le traité de Bruxelles, l'Otan comprenait les Etats-Unis, le Canada, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark, l'Italie, l'Islande, la Norvège et le Portugal.

Depuis 2004, l'Otan compte 26 pays dont sept anciens du bloc de l'Est. Paris était le siège de l'organisation, jusqu'à ce que le Général de Gaulle décide, en 1966, de retirer ses forces du commandement intégré de l'Otan. La méfiance du général de Gaulle vis-à-vis de l'Otan exprimée dès 1958 s'est fortement renforcée pour aboutir à un retrait estimant que la France ne pouvait plus accepter un régime

de subordination de la France aux Etats-Unis en mettant ses forces sous le seul commandement américain.

Le secteur de l'Otan devrait être étendu au monde entier et la direction de l'Alliance devait être exercée par trois pays et pas seulement par les seuls Anglo-Saxons, avait demandé de Gaulle, ce qui fut refusé. Dès lors, le général a retiré de l'Otan la flotte française de Méditerranée ; a interdit le stationnement d'armes atomiques en France, remis sous l'autorité française les moyens de défense aérienne et accéléré le programme nucléaire français (avec notamment les essais sur Reggane).

De Gaulle a cependant maintenu la participation française au Conseil atlantique et à ses structures autres que militaires. Par ces décisions, de Gaulle faisait recouvrer à la France sa souveraineté, qui a d'ailleurs permis à la France, lorsque Bush a décidé d'envahir l'Irak de ne pas s'engager à ses côtés. C'est sur tout cela que Sarkozy compte revenir, sans surprise d'ailleurs, les Etats-Unis ayant toujours consti-

tué à ses yeux non seulement un allié mais un modèle.

Le président français a beau avoir déclaré samedi, afin de faire taire les opposants au retour de la France au sein de l'Otan, que la «France veut rénover sa relation avec l'Otan en étant un allié indépendant, un partenaire libre des Etats-Unis», la réintégration de la France dans le commandement unifié de l'Otan la contraindra à s'engager davantage dans les guerres qu'elle aura décidées.

L'arrivée d'Obama au pouvoir ne changera pas grand-chose. Dès samedi d'ailleurs à Munich, le vice-président américain Joe Biden a clairement répondu à la demande du chef de l'Etat français de rénover ses relations avec l'Otan, déclarant : «L'Amérique fera davantage, mais l'Amérique sera plus exigeante à l'égard de ses partenaires.» C'est clairement dit et ce n'est pas le nouveau locataire de la Maison Blanche qui abandonnera ou tout au moins partagera avec Sarkozy la direction du monde et les grandes décisions internationales.

K. B.-A.

## CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

## Washington étudie une participation

**L'administration du président américain Barack Obama est en train d'étudier la manière de «participer» au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, que l'équipe du précédent président George W. Bush avait boycotté, a indiqué un porte-parole du département d'Etat.**

L'organisation Human Rights Watch (HRW) avait appelé la semaine dernière les Etats-Unis à faire entendre leur voix dans cette enceinte créée en 2006 dont ils ne sont pas membres, afin de pouvoir se prononcer sur les violations des droits de l'Homme. Robert Wood, porte-parole du département d'Etat, a dit mardi que l'administration Obama étudiait la ques-

tion. «Nous sommes en train de revoir notre politique et notre stratégie vis-à-vis du Conseil des droits de l'Homme» de l'ONU, a-t-il dit. «Nous voulons voir comment nous pouvons nous engager dans le Conseil des droits de l'Homme», a-t-il expliqué, ajoutant : «cela prend du temps».

Les Etats-Unis ont refusé de faire partie du Conseil lors de la création de cette instance de 47 membres en 2006 et ont limité leur participation à un rôle d'observateurs. Ils accusent le Conseil, qui a remplacé la Commission des droits de l'Homme, de se focaliser presque exclusivement sur Israël et de ne pas s'occuper des violations des droits de l'Homme dans des pays comme la Birmanie, le Zimbabwe, la Corée du Nord, le Bélarus,

Cuba ou encore la Chine. Les pays occidentaux sont en minorité au sein du Conseil, où ils peinent à faire entendre leur voix face à l'alliance des Etats africains, islamiques, asiatiques et latino-américains, soutenus par la Russie.

La Chine a présenté lundi à Genève son rapport sur les droits de l'Homme devant le Conseil. Pékin en a profité pour rejeter les critiques occidentales jugées «politisées» sur la situation au Tibet, préférant vanter ses succès dans le domaine social sous les applaudissements des pays en voie de développement.

Le Conseil est le cadre d'un «Examen périodique universel» qui consiste à passer en revue la situation des droits de l'Homme de chacun des pays membres de l'ONU une fois tous les quatre ans.

## NIGERIA

Un groupe armé menace les compagnies  
pétrolières italiennes

**Le principal groupe armé du sud pétrolifère du Nigeria a menacé hier de s'en prendre aux compagnies pétrolières italiennes installées dans la région, notamment Agip, filiale du groupe ENI.**

«Le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Mend) souhaite informer Agip que son gouvernement (...) a gravement mis en péril ses travailleurs et les compagnies italiennes dans la région», affirme le groupe dans un courrier électronique

envoyé aux médias, sans donner davantage de précisions sur cette menace.

«Le gouvernement italien, via son ministre des Affaires étrangères Franco Frattini, a, sans avoir été sollicité au préalable, proposé de fournir deux bateaux d'assaut

à l'armée nigériane qui mène une guerre injuste contre la population de la région du delta du Niger», justifie le Mend.

L'armée du Nigeria lutte contre plusieurs groupes armés dans cette région, en proie à des violences récurrentes depuis trois ans.

Ces groupes, affirmant agir au nom des populations locales, s'en prennent aux employés des compagnies

pétrolières, à leurs proches, ainsi qu'aux infrastructures de ces sociétés.

Les enlèvements sont fréquents et les bateaux navigant dans les eaux du delta sont aussi régulièrement la cible d'attaques.

Ces violences ont fait chuter la production de pétrole du Nigeria, qui tourne actuellement autour de 2 millions de barils par jour contre 2,6 millions en 2006.

## ZIMBABWE

Tsvangirai prévient  
que reconstruire  
l'économie prendra  
du temps

Le nouveau Premier ministre zimbabwéen Morgan Tsvangirai a prévenu hier que reconstruire l'économie du pays prendrait du temps et promis des mesures immédiates comme le paiement des fonctionnaires en devises étrangères. «Un gouvernement de coalition rendra la nourriture disponible et abordable», a lancé le chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) devant des milliers de partisans réunis dans un stade à Harare. «Aucun Zimbabwéen ne restera affamé», a-t-il ajouté, après avoir prêté serment comme Premier ministre devant le président Robert Mugabe, son rival de toujours avec lequel il doit former vendredi un gouvernement d'union.

L'autre «priorité sera de stabiliser l'économie. Nous devons remettre le pays au travail», a-t-il poursuivi. «Je promets que, d'ici la fin du mois, tous les fonctionnaires, chaque soignant, chaque enseignant, chaque soldat, chaque policier, sera payé en devises étrangères.»

Mais «en tant que Premier ministre, je vais être ouvert et honnête», a-t-il déclaré, en soulignant que la reconstruction «prendrait du temps».

L'économie du Zimbabwe est en ruine : l'hyperinflation se chiffre en milliards pour cent, 94 % de la population est sans emploi, les magasins sont vides et la moitié des Zimbabwéens dépendent d'une aide alimentaire.